

	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : 14.020120 Coût total estimé : 46 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 46 000 000 EUR. Les États membres qui apportent leur soutien à la TEI « Économie vert et bleue » sont : Belgique, France et Italie pour un montant estimé de 304 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.1 et 4.4.2. La contribution à la plateforme régionale de financement mixte (African Investment Platform – AIP) est mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées à l'annexe du présent document d'action, conformément à la procédure d'attribution de l'AIP de financement mixte.			

1.2 Résumé de l'action

Ce programme s'inscrit dans la continuité des programmes SANITA I et II du 11^{ème} FED, en élargissant son domaine d'intervention de l'assainissement des déchets solides pour inclure également l'approvisionnement en eau potable comme principales stratégies visant à promouvoir des mesures d'atténuation et adaptation au changement climatique en Guinée. La mise en place des dits services doit continuer à être encadrée dans la planification urbaine et territoriale au sens plus large qui à son tour doit évoluer d'outil d'orientation à instrument contraignant et opposable aux tiers par loi. Le but général est, dans le cadre d'application des instruments de planification territoriale, d'un côté, de couvrir la réalisation de la première phase du Schéma Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable (SDAEP) sur le Grand-Conakry - premier pas vers l'extension aux villes secondaires suite à la mobilisation d'autres bailleurs actuellement en attente de vérification de la viabilité financière de l'opération, de l'autre côté, de poursuivre et consolider la gestion des déchets solides développée dans les deux premières éditions du programme SANITA en sécurisant les acquis et en assurant sa pérennité sur le Grand Conakry et sa reproductibilité dans les villes secondaires en tenant compte un approche basée sur l'égalité